

Des hommes qu'on abat

AU POUR VOUS

La première fois, c'était pendant un manif, pour la sauvegarde de la fonction publique. On s'était dit, Aïe ! cela doit aller mal, pour que les garde-forestiers soient là, et en tenue. Ce jour-là, on avait rencontré François et Thierry, tous deux délégués du SNUPFEN-Solidaires, principal syndicat à l'ONF. Alors quand on a appris qu'en effet, ça tournait vinaigre dans les forêts françaises, on les a revus, pour comprendre. Ils ont expliqué pourquoi leur cause n'est pas (encore) une cause perdue, et pourquoi ils vont continuer à se battre, pour ne pas devenir des commerciaux...

Rien ne va plus !

Décembre 99. Une tempête historique ravage la forêt française. Tout le personnel de l'ONF oublie ses larmes et sa peur et va décliner le mot solidarité à tous les modes. Les défis seront relevés. Mais des réformes se mettent en place, qui vont totalement changer le métier.

Le généraliste, qui connaissait la forêt comme sa poche et savait répondre à toutes les questions, va laisser sa place à des spécialistes sectorisés, qui ne maîtrisent plus que leur domaine d'action, sans aucune vision globale de l'espace.

Comme toutes les activités de ce pays, la gestion de la forêt doit à présent être rentable. Mais cette recherche forcée du profit n'est plus en harmonie avec des hommes qui ont choisi un métier de passion. Pour faire de l'argent, sur le dos des arbres, il n'y a qu'une solution : couper, couper, couper encore... La rentabilité à la vue courte, quand la vie d'un chêne se mesure en siècles... Le gain ne connaît pas l'avenir, quand un responsable affirme qu'il ne veut « plus voir un arbre de plus de 50 cm de diamètre debout », se riant de la biodiversité.

Depuis 1999, les réformes s'empilent, soumettant les personnels à de perpétuels changements, des pertes de repères, sans ou-

blier l'incontournable RGPP. Là où les coupes obstinées n'ont pas suffi, on coupe les hommes. En 5 ans, 24 suicides à l'ONF...

Numéro vert pour série noire...

24 hommes broyés par la logique comptable, qui a oublié que sans un minimum d'humanité, la machine devient impitoyable. En juin, le 4^{ème} désespéré a réveillé les ministres. Qui ont communiqué. Et qui ont trouvé de bonnes solutions. Ajouter des assistantes sociales, activer un numéro vert (vert ? Ils ont de l'humour, en haut lieu...), installer une énième enquête sociale, qui va conclure ce que la précédente avait déjà dit : il y a un malaise à l'ONF, et c'est la faute à l'isolement. François et Thierry le martèlent : « *c'est la sectorisation qui tue notre profession, qui tue nos camarades. Quant à madame Kasciusko-Marizet, ou bien elle ne nous connaît pas ou bien elle se moque de nous, et dans les deux cas, c'est scandaleux. L'argent de ces remèdes illusaires, dépensons-le pour recréer des postes.* »

Histoire de passion, histoire de pression.

Après la première réforme en 2002, les forestiers se sont battus pour faire tourner leur maison. Dès 2005, l'objectif atteint, la machine à broyer s'est remise en route. Depuis, on casse l'outil chaque jour un peu plus. On fabrique les raisons d'une privatisation, pour passer à autre chose. Pour changer un service public en entreprise publique, qui devra être rentable. Le rapport du ministère des Finances de décembre 2010 explique, lui, qu'il faut « *étudier la possibilité de déléguer la gestion de forêts communales à des prestataires privés* ». Fermez le ban... La pression est forte sur les techniciens. L'informatisation des relations n'aide pas non plus à se comprendre, à s'expliquer. Il est si facile d'expédier une note d'injonction, par écran interposé ! Il est si simple de demander l'impossible pour le lendemain

depuis un bureau, par un mèl ! Il est si aisé de juger un forestier à partir d'un tableau chiffré ! Il est si commode de calculer une prime sur des critères qui ne seront même pas communiqués à l'intéressé ! Seulement François et Thierry « *ne fabriquent pas des boulangers* », leur matériau est bien vivant, et ils aimeraient le conserver. Comme ils aimeraient bien aussi ne pas être mutés avant d'avoir fait le tour de leur forêt !

Un ministre et des arbres voyageurs.

Bruno Le Maire l'a affirmé. Il ne laissera pas tomber la profession. Alors ? Alors, qu'il laisse tomber la RGPP. Qu'il revole le prochain contrat de plan qui, à l'horizon 2016, va encore supprimer 693 postes. Depuis 2002 déjà, sur 12000 emplois, 2500 ont disparu. S'il veut se battre à leurs côtés, qu'il impose un moratoire, celui que les forestiers réclament depuis si longtemps. Qu'il sorte d'une obsession purement marchande et remette l'homme au cœur du métier. Qu'il reconnaisse le savoir-faire des hommes du terrain. Que l'espoir reste de ce côté du tronc.

Mais il faut gagner des sous, beaucoup de sous. Le président Sarkozy l'a dit en 2009 à Urmatt : Il faudra sortir 21 millions de mètres-cubes de bois supplémentaires d'ici 2020. Pourquoi ? Pour diversifier les sources d'énergie, relancer la filière bois, et surtout, le maître mot est lâché : accroître la compétitivité. CQFD ! Si encore, disent nos syndicalistes, on utilisait ce bois là, sur place, en circuit court. Mais ce serait trop simple ! Alors une grande partie de ces grumes, de ces planches va partir loin, très loin. Jusqu'en Chine... parce que là-bas, après moult massacres à la tronçonneuse, on ne coupe plus. Mais on importe ! Plus tard, vous trouverez au magasin une table made in China construite avec un arbre de la forêt d'à-côté ! Ça ne coûte rien de faire voyager les planches. Pas grand-chose, un peu de

désespoir supplémentaire dans un avenir bien sombre. Et c'est pourquoi, malgré le mécontentement d'un directeur régional, les syndicats ont décidé de soulever le couvercle et de dire tout haut ce qui était resté bien caché au plus profond du bois. Parce que la forêt nous concerne tous.

Le Parti de gauche participe au collectif SOS-Forêts né en Lorraine en mars 2011. La riposte s'organise autour d'une question : Quelle forêt pour nos enfants ? Manifs, interpellation des responsables politiques, grèves, tout est motif à faire connaître le mal-être d'une profession qui a vu ses effectifs fondre d'un tiers en 25 ans. Une pétition est en ligne sur leur site <http://sosforets.wordpress.com>.

Et demain ?

La spécialisation à outrance va fatalement modifier l'écosystème, puisque chacun ne considèrera que son pré carré, sans évaluer ce qui vit à côté, ou en dessous. Quelques zones-vitrines ne suffiront pas à rétablir l'équilibre compromis par une logique économique peu embarrassée de biodiversité. On coupe toujours plus de bois, tout en célébrant en 2011 l'année de la forêt ! Paradoxe aveuglant d'une politique basée seulement sur la communication et le profit.

Il faudra bien revenir à une gestion saine, sociale et écologique du patrimoine forestier. Un seul moyen pour y parvenir : réviser à la baisse les objectifs aberrants du contrat de Plan entre l'État et l'ONF. Faut-il de quoi le pillage de cet inestimable trésor, engrangé depuis Colbert, se poursuivra, détruisant à jamais des espèces protégées et leur habitat. Le milieu forestier devra-t-il s'adapter aux nouvelles contraintes économiques ? Et nos petits-enfants pourront-ils encore, comme Giono, entendre « *dans la forêt, des bruits qui ressemblent à des paroles* » ?

Brigitte Blang

Rendez-vous LUNDI 21 Novembre 2011

13^H30

Salle du Foyer Sainte-Anne

57. SAINT. AVOLD